

Revue de presse



«On doit abandonner la politique du chiffre», martèle Philippe Capon (syndicat police UNSA)



du 26/04/2018

Le secrétaire général de l'UNSA Police était en déplacement hier à Dijon. L'occasion de faire le point.

La future police de sécurité (PSQ) du quotidien présentée par le gouvernement vous séduit-elle ?

On avait auparavant la police de proximité, que certains assimilaient à la police des Bisounours, puis depuis dix ans, on avait basculé vers le tout répressif, la tolérance zéro. On était passé d'un extrême à l'autre. La PSQ est peut-être le moyen de placer enfin le curseur au milieu.

Ce qui sous-entend l'abandon de la politique du chiffre ?

On doit l'abandonner cette politique du chiffre, sinon la PSQ est morte. Sauf qu'il y a peu, j'assistais encore à une réunion au ministère sur la répartition de 25 M€ pour résultats exceptionnels. La fin de la politique du chiffre est annoncée, oui, mais moi, je n'ai pas encore vu de changement. On attend les instructions, mais au ministère de l'Intérieur, il y a un sport national : le ping-pong. Chacun se renvoie la balle.

Autre enjeu fort : la simplification de la procédure pénale?

Il y a une crise de l'investigation, de tout ce qui relève des enquêtes. Notre procédure pénale est chronophage, et c'est devenu tellement complexe qu'on a des collègues qui ne veulent plus être officiers de police judiciaire. On se retrouve avec un fonctionnement à l'américaine, avec des avocats qui ne viennent que pour démonter la procédure faite par le policier et ne travaille même pas sur le fond. Il faut remédier à cela.

Planoise, à Besançon, a été choisi pour bénéficier des premiers renforts dans le cadre de cette PSQ : est-ce la solution adéquate pour ces quartiers dits « sensibles » ?

Ça dépend des moyens qu'on y met. Seuls, les policiers ne pourront pas arranger les choses. Il faut réunir tout le monde autour de la table, les associations qui font un super-boulot, les bailleurs sociaux, les commerçants, la Ville. La police n'est qu'un maillon de la chaîne, de ce continuum de sécurité.

Le trafic de drogue est au cœur du sentiment d'insécurité de la population, comment le combattre ?

Il faut arriver à gérer l'équilibre entre prévention et répression. Mais si on se fait caillasser, s'il y a des endroits qui nous échappent, il faut envoyer la force. On ne peut pas le tolérer. La justice a aussi son rôle à jouer, avec des interdictions de séjour dans le quartier à prononcer. Parfois, il y a 30 ou 40 individus qui empoisonnent la vie de milliers de personnes. On a un travail commun à faire avec les magistrats.

Un mot sur le projet d'amende forfaitaire pour la consommation de cannabis ?

Il y a une idée qui a germé, mais ne généralisons pas d'emblée cette mesure sans l'expérimenter. Il y peut y avoir des effets pervers. Notre position est : expérimentons.